
**Allocution de
S.E.M le Président de la
République
ISMAÏL OMAR GUELLEH**

**21^e Conférence des Parties à la
Convention Cadre des Nations
Unies sur le changement
climatique**

**Louange à Dieu que la paix et la
bénédiction soient sur le
Prophète, sa Famille et ses
Compagnons,**

Monsieur Le Président

**Mesdames et Messieurs les
Chefs d'Etats et de
Gouvernement**

**Monsieur le Secrétaire Général
des Nations Unies**

**Madame la Secrétaire Exécutive
de la Convention Cadre des
Nations Unies sur le
changement climatique**

**Mesdames et Messieurs les
Ministres,**

Mesdames et messieurs,

Permettez, qu'à mon tour, je vous présente à nouveau à vous et à la Nation Française, nos condoléances les plus attristées suite aux

attentats terroristes lâches et odieux qui ont endeuillé la France et au-delà la Communauté Internationale toute entière. Je voudrais ici vous réitérer notre soutien indéfectible pour combattre ensemble et sans relâche le terrorisme sous toutes ses formes.

Mesdames et Messieurs,

Il y'a 53 ans, le monde émergeait de la pire catastrophe humanitaire de notre histoire moderne. C'est sur ces décombres que la Communauté Internationale, tenue par l'urgence, a bâti son Salut grâce à un consensus traduit par la Déclaration Universelle des Droits

de l'homme à Paris, le 10 décembre 1948.

Aujourd'hui, c'est à ce même consensus que nous nous devons de donner naissance ; c'est à ce même courage auquel nous devons faire appel ; c'est à ce même sens des responsabilités, à ce même devoir, le devoir de protéger notre planète et de léguer aux générations futures une planète viable que nous devons nous astreindre pour la postérité, pour l'humanité, ici même, à Paris, comme ce fut le cas lors la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

**Monsieur Le Président,
Mesdames et messieurs,**

Depuis le Sommet de Rio tenu en 1992 au Brésil, la menace du changement climatique n'a fait que se densifier.

Et pourtant, il apparait aux yeux de tous, qu'assurément la communauté internationale n'est pas encore à la hauteur des enjeux colossaux que représente la crise environnementale globale à laquelle nous sommes confrontés, et ce alors même, que nous maîtrisons, désormais, ses fondements théoriques. Et ce alors même que nous disposons d'outils de plus en plus efficaces susceptibles de nous orienter, dans nos trajectoires de croissance,

dans des directions plus respectueuses de l'environnement.

C'est donc là un paradoxe. Un paradoxe qui semble incompréhensible aux yeux de nos concitoyens et insupportables pour les nombreux pays qui vivent le changement climatique comme un compte à rebours vers des lendemains hostiles et incertains.

Il est acquis, que si rien n'est fait, dans moins d'un demi-siècle, en Afrique de l'Est et au Moyen-orient, il sera impossible pour l'être humain de survivre du fait des températures extrêmes causées par les gaz à effet de serre.

Désertification, appauvrissement des sols, assèchement de puits, inondations et phénomènes climatiques sont d'ores et déjà des aléas récurrents contre lesquels nos populations se battent à la hauteur de leurs moyens, souvent, dérisoires.

Mesdames et Messieurs,

Nous savons que l'on ne pourra gagner la lutte contre le changement climatique que si nous prenons des mesures drastiques pour réduire l'émission des gaz à effet de serre.

Conformément au principe de responsabilité commune mais différenciée, les pays développés,

qui ont, faut-il le rappeler, une responsabilité historique dans le réchauffement climatique et qui ont les capacités technologiques et financières suffisantes, ces pays-là doivent montrer l'exemple en réduisant de façon substantielle leurs émissions de gaz à effet de serre.

De même, les pays en développement doivent assumer leur part de responsabilité : aucun argument économique ne peut justifier la mise en danger de la planète car la croissance et la richesse matérielle que nous amassons aujourd'hui seront dérisoires devant les coûts abyssaux engendrés par les catastrophes climatiques... que dire

des vies humaines qui se seront perdues.

Certes, des mécanismes d'adaptation et des outils d'assurance des populations ont été développés ces dernières années, et je crois que nous ne sommes qu'au début des projets permettant de protéger les populations les plus fragiles contre les aléas climatiques. Mais les besoins de nos pays sont tels qu'il est crucial de les développer davantage.

En ce sens, j'endosse pleinement les déclarations faites par le Président d'Afrique du Sud au nom du Groupe de G77 et la Chine et par le Président du Soudan au nom de l'Afrique.

Aussi, la mobilisation des pays du Sud en général et l'Afrique en particulier, face aux défis du climat sera, d'abord conditionnée par la capacité qu'auront les pays du Nord à apporter des réponses plus consistantes aux deux questions sur lesquelles l'Afrique les attend : d'une part celle de l'adaptation aux effets du changement climatique et de son financement, d'autre part, celle des transferts de technologie.

Monsieur le Président,

A l'instar des autres pays africains, l'adaptation reste la priorité du Gouvernement Djiboutien. En effet, nous sommes déjà confrontés au manque d'eau, à la faiblesse de la productivité dans l'agriculture, aux inondations dévastatrices, aux sécheresses récurrentes, à l'augmentation du niveau de la mer, aux problèmes de santé dû au changement climatique et j'en passe. Toutes les actions prises pour faire face à ces phénomènes climatiques extrêmes doivent être financées.

C'est pourquoi, nous demandons à ce que le financement international mobilisé dans le cadre de la lutte contre le changement climatique soit équitablement partagé entre les actions d'atténuation et les actions d'adaptation.

À ce sujet, nous sommes inquiets de la tendance actuelle qui, comme l'a révélé le récent rapport de l'OCDE présenté à Lima, montre que seulement 17% du financement est consacré à l'adaptation, ce qui reste largement insuffisant. Négliger l'adaptation, c'est donc oublier que le changement climatique frappe déjà beaucoup de pays et que son impact négatif ne fera que croître,

quelles que soient les mesures d'atténuation qui seront prises.

Aujourd'hui, nous nous sommes réunis pour adopter un nouvel accord universel et, j'espère, juridiquement contraignant. Instruits par l'expérience du Protocole de Kyoto et par l'échec du Sommet de Copenhague, nous devons prendre les décisions qui s'imposent pour trouver un accord qui d'une part n'exclut aucun pays et d'autre part qui soit juste et équitable. Pour ce faire, il faudra, sans doute accepter, et avant qu'il ne soit trop tard, d'ouvrir le pré-carré des souverainetés nationales pour asseoir le cadre d'une réponse efficace à la menace la plus globale qu'ait connue l'humanité.

L'espoir est là, à nouveau, au rendez-vous. Il est assez fort et assez puissant pour nous permettre de nous entendre sur l'essentiel : celui d'agir, enfin et vraiment, pour la planète.

Je vous remercie